

Genève, le 23 septembre 2020

Communiqué de presse

Projet de budget 2021 en Ville de Genève, Les syndicats SIT et SSP dénoncent une législature qui commence très mal

Les mesures annoncées par le Conseil administratif dans le cadre de la présentation du projet de budget 2021 de la Ville de Genève constituent des attaques inacceptables aux mécanismes salariaux. Alors qu'une part importante du personnel a été au front durant la Pandémie, le Conseil administratif propose une tripe attaques des mécanismes salariaux :

1. Blocage des annuités pour 2021.
2. Blocage du 13^{ème} salaire progressif
3. Blocage de la prime d'ancienneté

Finis les applaudissements pour les employé-e-s des services publics qui se sont mobilisés et ont accumulé les heures supplémentaires pour répondre aux besoins des sans-abris à la caserne des Vernets, continuer à entretenir la Ville, ramasser les déchets, assurer la sécurité ou soutenir les familles dans le deuil au centre funéraire de Saint-Georges, par exemple. Ce ne sont pas aux employé-e-s de la Ville de Genève de payer les conséquences économiques de la crise du COVID-19 et de la réforme fiscale sur le bénéfice des entreprises (RFFA). Il s'agit de répondre en priorité aux engagements pour assurer le fonctionnement de l'administration et répondre aux conséquences économiques et sociales de la crise actuelle et à la précarisation rapide d'une partie de la population.

Lors de la précédente législature, nos syndicats se sont battus avec succès pour faire échec à la politique d'austérité concoctée par la droite municipale. Si la nouvelle majorité veut lui emboîter le pas, le personnel saura se mobiliser pour défendre des services publics qui répondent aux besoins prioritaires de la population, ainsi que les conditions de travail des employé-e-s de l'administration municipale.

A l'instar du canton, le projet de budget 2021 pour la Ville de Genève fait fausse route. C'est au contraire en créant des emplois publics utiles et en garantissant une non dégradation du pouvoir d'achat des salarié-e-s, face à l'augmentation constante des assurances et des loyers, que l'on sortira de cette crise, pas en donnant le mauvais exemple au privé vers une dégradation généralisée des conditions de travail de l'ensemble des salarié-e-s du canton.

De nombreux dossiers ne sont toujours pas finalisés : la collocation de postes s'éternise faute de postes pour y faire face. Il en va de même du dossier des fonctions pénibles, celles justement qui étaient au front durant la pandémie, qui a été bloqué depuis des années par le Conseil administratif. Cela aura pour conséquence de les faire travailler deux ans de plus faute d'avoir introduit dans les temps, soit au 1^{er} janvier 2021, la cessation anticipée d'activité prévue par le Statut du personnel.

Les syndicats demandent au Conseil administratif de revoir leur copie « projet de budget » et de rapidement se mettre autour de la table de négociation pour finaliser le dossier « fonction pénibles » et le mettre en œuvre dès 2021.

Contacts :

Corinne Béguelin – secrétaire syndicale SSP
secrétariat +41 22 741 50 80

Valérie Buchs – secrétaire syndicale SIT
secrétariat +41 22 818 03 00